

*Loi de l'impôt sur le revenu (N° 2)*

ment de données statistiques pour montrer que le bill était une mesure rétrograde; qu'au lieu de voir à ce que le fardeau des impôts soit réparti plus équitablement au pays, on fera en sorte qu'il pèse plus lourdement sur les épaules du contribuable moyen. Il a signalé, et il est bon d'y revenir je pense, que ce projet de loi ne rime vraiment à rien—du moins pas dans le sens que les compagnies ont besoin d'argent, car depuis un an surtout, les bénéfices des compagnies ont été astronomiques. Au cours des trois premiers mois de cette année, monsieur le président, les bénéfices marquaient une augmentation de 53 p. 100 sur ceux des trois premiers mois de l'an dernier. Le député a également dit que c'était le contribuable ordinaire qui écopait, tandis que les compagnies payaient de moins en moins d'impôts au fil des ans. Cette situation, ajoutait-il, n'existe pas seulement au niveau fédéral, mais au niveau provincial.

Je pourrais ajouter le fait très simple que voici à tout ce qu'il a dit: Toutes les propositions présentées par le ministre des Finances et déjà adoptées par la Chambre en vue de réduire l'impôt des particuliers seront sans effet si ce projet de loi est adopté, parce que la part du fardeau imposé aux particuliers va s'accroître tandis que celle des sociétés diminuera. Pour prouver le bien-fondé de mes propos, je renvoie les députés aux renseignements supplémentaires fournis par le ministre au moment de l'étude du budget. Le chef de mon parti, le député de York-Sud, a présenté d'excellents arguments et encore cet après-midi, ce fut le tour du député de Waterloo-Cambridge. Je ne vais pas les reprendre, me contentant d'ajouter une ou deux considérations.

• (1710)

Si nous nous opposons au projet de loi, c'est surtout parce qu'il est socialement injuste. En nous appuyant sur cet argument, nous pourrions nous attaquer à la position même du ministre des Finances. Il affirme en effet que le projet de loi doit relancer l'activité manufacturière au pays et il le dit même si nous n'avons aucun moyen de greffer cette politique à une stratégie industrielle pour la bonne raison qu'il n'y en a pas. Alors comment peut-on se faire une bonne idée de la situation et déclarer: «Il serait beaucoup plus avantageux pour nous tous si vous relanciez l'activité manufacturière au pays plutôt que d'activer l'exploitation, le traitement, le raffinage et la transformation de nos ressources ou toute autre activité économique»?

Regardons les choses en face, monsieur le Président, la fabrication n'est pas la seule activité économique des Canadiens. Je ne vais pas en énumérer la liste, mais je puis dire que beaucoup de députés représentent ici des régions où la fabrication est à peu près nulle, mais où l'activité économique est intense. Par exemple, le député de Saskatoon-Biggar représente une circonscription où l'agriculture constitue une activité économique d'une extrême importance. Il ne s'agit pas de fabrication. Nous devons donc demander au ministre des Finances dans quelle stratégie industrielle il insère sa politique qui, pour être justifiée, se fonde sur la relance à tout prix de l'activité manufacturière.

On nous dit que d'une manière ou d'une autre cette politique est destinée à réduire le chômage. Combien de fois, surtout ces dernières années, nous avons vu des sociétés, des entreprises manufacturières, recevoir de l'argent sur un plateau et s'en servir non pour stimuler l'emploi, mais pour réaliser le genre de choses qu'on fait avec des capitaux. Et que veut faire le capital? Il veut acheter des biens d'investissement, de la machinerie et non créer

des emplois. Le présent bill ne fera rien d'autre que d'offrir plus de capitaux à certaines entreprises. Si j'étais directeur d'une entreprise et si demain on me disait: «En effet, vous allez avoir plus de capitaux à votre disposition», je me comporterais comme tout directeur d'entreprise doit le faire, j'augmenterais la production. De quelle manière?

Grâce à la mécanisation et à l'automatisation. Je ne chercherais pas à embaucher plus de main-d'œuvre. Somme toute, nous devons nous rendre compte qu'on ne gouverne pas le monde avec des maximes de scouts. Même si nous le souhaitons, les choses ne se passent pas ainsi. Nous devons agir selon les fonctions qui nous sont confiées. Le conseil d'administration d'une entreprise veut voir l'essor de son entreprise et des bénéfices accrus, non pas l'embauchage de personnel. Les conseils d'administration ne se préoccupent pas de créer le bien-être du pays, mais plutôt de faire croître leur entreprise et leurs bénéfices. Donc, si nous voulons leur offrir plus de capitaux, ils vont s'en servir à leurs propres fins et non pas nécessairement aux fins de créer des emplois.

Il y a un autre aspect de cette politique que j'aimerais aborder. La théorie énoncée par le ministre des Finances se fonde sur un postulat: que l'expansion de notre industrie de fabrication est une bonne chose. Voilà le postulat sous-jacent, et j'ai entendu peu de députés à la Chambre le contester sinon le démentir. Voici ce que je répons au ministre. Par cette politique, il dit aux Canadiens d'essayer de battre les Américains à un jeu auquel ils sont déjà battus par les Formosans, les Japonais, les Allemands de l'Ouest et autres. J'affirme que c'est peut-être là une conception totalement fautive pour le Canada que de mettre tout l'accent, tout l'effort de sa pensée économique dans le développement de l'industrie de la fabrication. Ce peut être là une direction tout à fait mauvaise dans laquelle nous engager.

Quel autre moyen existe-t-il? Naturellement, on nous a tous dit, à l'école, à diverses réunions politiques par différents politiciens, que la richesse de notre pays se trouvait dans les cerveaux et dans les mains de notre peuple et dans nos ressources naturelles. Ces dernières constituent certainement notre atout maître. Nous ne saurions être assez arrogants pour croire que nous sommes, en quelque sorte, intrinsèquement meilleurs que les Formosans, les Américains ou les Finlandais. Nous devrions avoir le bon sens de comprendre que nous possédons un capital considérable, nos richesses naturelles. Et dans ce monde concurrentiel, c'est là notre atout maître, un que nombre d'autres pays ne possèdent pas.

Notre stratégie industrielle devrait être axée sur le secteur des ressources qui appartiennent à des Canadiens qui les exploitent pour les Canadiens. Nous devrions développer non seulement l'extraction de nos ressources, mais aussi leur transformation au Canada. Nous devrions nous concentrer sur le raffinement et sur la transformation à un degré ultime des ressources que nous possédons.

L'hiver dernier, j'ai eu la chance d'être délégué à la conférence de l'Union interparlementaire qui se tenait en Finlande, petit pays d'Europe. Bien que j'aie suivi assidûment les travaux de la conférence, j'ai, par la force des choses, été à même d'en apprendre sur ce pays. A converser avec divers parlementaires finlandais qui ont adopté à l'égard de certaines questions des points de vue qui diffèrent entièrement des nôtres, j'ai constaté que tous étaient d'accord sur la stratégie que la Finlande devait adopter dans les domaines de l'industrie et de l'économie. C'était une chose connue et admise.